

SOMMAIRE DE LA LETTRE ECO N°186

Le Coin des Épargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Le taux négatif étend son territoire
- Un semestre à oublier

C'est déjà hier

- Etats-Unis, pourvu que cela « doure »
- Espagne, repartie pour un tour ?

Le Coin de la Conjoncture

- Brexit, de la fable du lièvre et de la tortue à l'effet domino
- Les Slovaques, les patrons de l'Union européenne

Le Coin des Tendances

- Les ménages prêts pour la révolution digitale ?
- Investir dans l'éducation n'est pas la plus mauvaise des idées

Le Coin du graphique

- France, Allemagne, qui travaille le plus !

L'agenda économique et financier de la semaine

LE COIN DES ÉPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 1^{er} juillet 2016	Evolution sur 5 jours	Résultats 31 décembre 2015
CAC 40	4 273,96	+4,07 %	4 637
Dow Jones	17 949,37	+3,15 %	17 423
Nasdaq	4 862,57	+3,28 %	5107
Daxx Allemand	9,776.12	+2,29 %	10 743
Footsie	6 577,83	+7,15 %	6 242
Euro Stoxx 50	2 883,06	+3,85 %	3 100
Nikkei	15 682,48	+4,89 %	19 033
Taux de l'OAT France à 10 ans (21 heures)	0,161 %	-0,233 pt	0,993 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (21 heures)	-0,126 %	-0,078 pt	0,634 %
Taux du Trésor US à 10 ans (21 heures)	1,456 %	-0,112 pt	2,269 %
Cours de l'euro / dollars 21 heures)	1,1133	+0,23 %	1,0854
Cours de l'once d'or en dollars (21 heures)	1 341,080	+1,94 %	1061
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (21 heures)	50,550	+4,49 %	37,570

Le taux négatif étend son territoire

La crise britannique n'a pas débouché sur une spirale de baisses pour les « marchés actions ». Après un vendredi noir, les bourses se sont reprises. Toutes les grandes places occidentales ont progressé, cette semaine, de plus de 3 %. Les taux d'intérêt des obligations d'Etat ont, en revanche, en réaction au Brexit, plongé. Les obligations helvétiques à 50 ans sont entrées en territoire négatif. C'est le seul pays monde dans ce cas avec un rendement de -0,005 % contre + 0,25 % il y a une semaine. La

Suisse bénéficie d'un effet de change, le franc suisse pouvant être amené à s'apprécier en cas de difficultés au sein de la zone euro. La Suisse avait été le premier pays à enregistrer des taux négatifs sur des obligations à 10 ans en avril 2015. Depuis, ce pays a été rejoint par le Japon et l'Allemagne.

Le taux à dix ans français, l'OAT, a fortement baissé cette semaine en atteignant son plus bas historique à 0,17 %. Les taux des pays périphériques ont également profité de la détente générale. Le taux espagnol recule à 1,129 % (-2,7 points de base) et le taux grec baisse de 24,7 points de base à 7,825 %. Seul le Portugal est à contrecourant en raison des inquiétudes quant à sa situation financière.

Cette baisse des taux est, en Europe, alimentée par l'éventuelle adoption de nouvelles mesures par la BCE. Le toujours plus d'intervention monétaire pour contrecarrer des vents contraires est la règle. Les investisseurs tablent sur une baisse du taux de dépôt et sur une amplification des achats d'obligations. Les anticipations d'inflation sont toujours à des niveaux historiquement bas. Les investisseurs ne croient pas à l'atteinte de la cible des 2 % malgré une légère reprise des prix du fait du redressement des cours du pétrole ces dernières semaines.

De leur côté, les taux américains sont en recul à 1,424 %. Les investisseurs ne font plus guère de pronostics sur la prochaine hausse des taux directeurs américains. Celle prévue en septembre pourrait être reculée, une nouvelle fois, compte tenu des incertitudes planant sur l'économie mondiale.

Marchés financiers, un semestre à oublier

Les bourses européennes ont toutes connu un mauvais premier semestre. Sur les six premiers mois de l'année, Francfort a reculé de 9,89 %, Milan de 24,37 % et Madrid de 14,57 %. Londres enregistre une hausse mais qui est optique. Son gain de 4,20 % est lié à un effet de change. En euros, la baisse est de 8,25 %.

Avec le Quantitative Easing de la BCE, certains s'attendaient à une hausse des cours des actions, ils en ont été pour leur grade. L'accumulation de mauvaises nouvelles, le ralentissement de l'économie chinoise, la chute des cours du pétrole durant le 1er trimestre, les incertitudes sur la remontée des taux aux Etats-Unis et pour terminer le Brexit ont eu raison de des espoirs des investisseurs qui au nom de leur aversion aux risques ont opté de plus en plus pour des obligations à faible rendement.

Le Japon a été touché par le ralentissement des pays émergents d'Asie. Face à l'impuissance des autorités d'assainir les finances publiques et de réformer, malgré des résultats de croissance légèrement supérieurs aux prévisions, le pessimisme est de rigueur. L'indice Nikkei a connu un 1^{er} semestre cauchemardesque. A 15 575,92, il a enregistré une baisse de 7,48 % au mois de juin et de 18,47 % depuis le 31 décembre 2015.

Malgré la croissance de l'économie américaine en dent de scie, la bourse de New-York affiche un bilan positif avec en terminant le mois de juin à 17 929,99 points en

hausse de 0,32 %. Sur les six premiers mois, l'indice a progressé de 2,90 %. De son côté, le Nasdaq a conclu le semestre à 4 842,67 points. La baisse a été de 1,84 % en juin et de 3,29 % depuis le 31 décembre 2015.

L'or a profité des incertitudes économiques et institutionnelles. L'once d'or a gagné près de 25 % depuis le 31 décembre en s'échangeant à 1317,240 dollars. En juin, la hausse a été de 8,69 %.

C'EST DÉJÀ HIER

Etats-Unis, pourvu que cela « doure »

Le froid et le chaud continuent de souffler sur l'économie américaine. Les différentes révisions de la croissance pour le 1^{er} trimestre prouvent que le ralentissement de celle-ci était moins prononcé qu'initialement annoncé. Par ailleurs, les Etats-Unis souffrent également moins que prévu du dollar fort en ce qui concerne leurs exportations. Pour le deuxième trimestre, la remontée du cours du pétrole pourrait avoir un effet positif sur l'investissement. Par ailleurs, contrairement à quelques craintes avancées ici ou là, les dépenses de consommation des ménages américains restent dynamiques. Elles ont progressé, en mai, pour le deuxième mois consécutif avec la hausse de la demande pour plusieurs catégories de biens, dont l'automobile. La consommation des ménages, qui représente plus de deux tiers de l'activité aux Etats-Unis, a ainsi augmenté de 0,4 % le mois dernier, ce qui peut être interprété comme le signe d'une accélération de la croissance au deuxième trimestre. La progression du mois d'avril a été revue en hausse à 1,1 % contre 1,0 % dans la précédente estimation.

Au niveau de la production, les dépenses de construction ont été en recul en mai de 0,8 % quand elles étaient attendues en hausse de 0,6 % mais à contrario l'indice ISM manufacturier pour le mois de juin est en progression et cela vaut tant pour l'emploi que pour les nouvelles commandes.

L'Espagne, repartie pour un tour !

L'Espagne aura-t-elle un nouveau gouvernement pour la rentrée ? Peut-être mais les résultats des élections législatives du 26 juin dernier ne le garantissent pas à 100 %.

Le pays reste politiquement très fragmenté même si les Espagnols après une longue crise politique de plus de 6 mois, ont plutôt opté pour les partis de gouvernement. Le Brexit et la crainte d'une implosion de l'Europe ont contribué à cette réorientation des voix en faveur des partis pro-européens.

Le Parti Populaire Espagnol, du Premier Ministre sortant conforte sa première place mais n'obtient toujours pas la majorité absolue. Il a obtenu 33 % des voix et 137 sièges, soit quatorze de plus qu'en décembre dernier. Le PPE a bénéficié du fait qu'il s'était tenu éloigné des pourparlers pour la constitution d'une majorité après les élections du mois de décembre.

Le PSOE a obtenu 22,7 % des suffrages exprimés et a conservé 85 sièges au Congrès (contre 90 en décembre). Une partie des électeurs a désavoué sa tentative d'ouverture sur le centre pour constituer une majorité. Néanmoins, il conserve sa deuxième place au sein de l'échiquier espagnol ce qui n'était pas une garantie avant les élections.

En revanche, la coalition de gauche radicale « Unidos Podemos », formée en mai dernier par le parti d'extrême de gauche, Podemos, et les communistes d'Izquierda Unida, a perdu plus d'un million de voix par rapport à décembre dernier. Avec 21,1 % des voix, elle dispose de 71 sièges au Congrès.

Le parti centriste, Ciudadanos, fait également les frais de l'opération. Il passe de 13,9 à 13,1 % des voix et ne détient plus que 32 sièges au Congrès des députés, contre 40 précédemment.

Du fait de cet éclatement, aucun parti politique n'a obtenu la majorité de sièges au Congrès des députés (fixée à 176 sur un total 350 sièges). Une nouvelle phase de négociation s'ouvre. Trois options sont possibles mais aucune ne s'impose d'elle-même.

La première passe par la formation d'une coalition de gauche avec une alliance entre le PSOE et Unidos Podemos. Le responsable d'Unidos Podemos pourrait cesser d'exiger la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne dont ne veut pas entendre parler le PSOE. Néanmoins, pour obtenir la majorité absolue au Cortes, il faudrait une alliance avec le parti Ciudadanos ce qui n'est pas évident compte tenu du caractère peu conciliable du programme de ce dernier avec l'extrême gauche.

Le parti centriste pourrait alors faire le choix d'une union avec le PPE. Jusqu'à maintenant, les responsables de Ciudadanos exigeaient le départ du Premier Ministre PPE, Mariano Rajoy, afin de tourner la page des scandales de corruption impliquant des membres de son parti. Afin que cette option soit viable, il faudrait de plus, il faudrait le soutien au Cortes du PSOE pour atteindre la majorité absolue.

L'autre option serait la constitution d'une grande coalition PSOE et PPE permettant de s'affranchir des petits partis. Le PSOE risquerait alors de provoquer la colère des électeurs de gauche hostiles aux mesures d'austérité et renforcer Podemos.

Du fait de la lassitude de l'opinion publique, la solution d'une coalition de droite soutenue par le PSOE mais sans participation au Gouvernement semble être, aujourd'hui, la plus probable.

Les partenaires européens attendent la nomination d'un Gouvernement stable en Espagne afin de pouvoir être en position de force pour négocier l'éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le Gouvernement allemand est favorable à une coalition de droite quand celui de la France se montre très discret.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Brexit, de la fable du lièvre et de la tortue à l'effet domino

Le Brexit a eu au moins comme avantages de nous faire prendre conscience que l'Europe ne se résume pas aux 30 000 fonctionnaires de Bruxelles et de redonner du lustre à l'idée européenne. En une semaine, nous nous sommes aperçus que depuis 1957, l'Europe avait envahi notre vie quotidienne et de manière plutôt positive.

Ce référendum a révélé que l'institution européenne ne savait pas communiquer. A force de vouloir être une institution en creux, elle est devenue un bouc émissaire facile. Les gouvernements ont eu tendance d'imputer à Bruxelles la responsabilité de leurs politiques impopulaires.

L'Europe s'est toujours construite dans l'ombre des Etats. C'est un pari fou de quelques hauts fonctionnaires que des dirigeants politiques éclairés ont laissé faire afin de contourner le conservatisme de la classe politique et plus globalement des élites. L'échec de la Communauté Européenne de la Défense en 1954, la politique de la chaise vide du Général de Gaulle, les foudres britanniques ont conforté qu'il fallait avancer masqué. Au fur et à mesure des progrès de la construction européenne, cette savante discrétion s'est retournée contre les partisans européens accusés de déployer leur projet fédéraliste contre l'intérêt des peuples.

Quand le Britannique joue à la tortue !

Gagner du temps afin de dépassionner les débats, telle est la devise de David Cameron. Il a obtenu de ses ex-collègues européens de n'évoquer l'article 50 du Traité de l'Union européenne qu'au mois de septembre. D'ici là, il faudra constituer un nouveau gouvernement et empêcher l'éclatement du Royaume. Compte tenu du rapport de force au sein des Communes, très majoritairement « pro-remain » et du peu d'empressement des partisans du Brexit pour occuper le poste de Premier Ministre, une dissolution de la chambre basse n'est pas à exclure ce qui ralentirait d'autant le processus de sortie. Les élections législatives pourraient se faire sur le thème des modalités de départ de l'Union européenne mais voire sur les conditions permettant d'y rester. Les « pro-remain », outre-manche, espèrent que l'Europe fera un geste sur la question des migrants facilitant un enterrement de première classe du référendum.

Les Britanniques se doivent de gagner du temps car en cas d'application de l'article 50, la liste des questions à régler est très longue.

Le Royaume-Uni sera contraint de renégocier avec l'ensemble des Etats les traités commerciaux et financiers. Aujourd'hui, il bénéficiait du cadre européen. Par ailleurs, il devra également adopter des normes pour les échanges, un cadre social pour les migrants ressortissants de l'Union.... C'est en tout 8000 textes à établir en toute hâte.

Les Britanniques risquent de prendre conscience qu'au niveau international, 67 millions d'habitants pèsent moins que 507 millions. De ce fait, leur pouvoir de négociation sera moindre. Il est fort probable que le Royaume-Uni obtienne des conditions moins avantageuses que l'Union en ce qui concerne les traités commerciaux. Aujourd'hui, les Britanniques arrivaient à imposer leurs normes via l'Union. Il est peu probable qu'ils y réussissent aussi bien seuls.

Jouer la montre pour obtenir des concessions de la part de leurs partenaires

Les Britanniques pensent qu'avec la dissipation de l'onde de choc provoqué par le référendum, des négociations pourront s'établir de manière plus sereine avec leurs anciens partenaires. Ils tendront à obtenir un accord commercial aussi proche que possible du Marché Unique. Si pour le moment, la fermeté est de mise chez les Européens, les Britanniques espèrent que les intérêts commerciaux des Etats membres, et en premier lieu de l'Allemagne, faciliteront la négociation d'un traité. En effet, un marché de 67 millions d'habitants plus jeunes que la moyenne européenne et à fort pouvoir d'achat ne peut pas être négligé. Ils peuvent compter sur quelques grands groupes comme Airbus qui n'ont pas intérêt à ce que les échanges avec le Royaume-Uni soient soumis aux simples règles de l'OMC. Certes, la participation du Royaume-Uni à un espace de libre échange pourrait donner lieu au versement d'une participation au budget européen en compensation de la suppression des droits des douanes. Les Britanniques dont la contribution nette au budget européen était de 6 milliards d'euros pourraient être amenés à payer une soule annuelle de 1 à 3 milliards d'euros pour intégrer le club. Pour le Royaume-Uni, la conclusion d'un bon accord est cruciale pour éviter son implosion.

Comment se prémunir des effets dominos ?

Les Européens ne veulent pas ouvrir la boîte de Pandore. Ils veulent éviter les surenchères de tout ordre et l'éclatement d'Etats.

Quels sont les pays qui pourraient être tentés de jouer leur partition en solo ? Les pays d'Europe du Nord pourraient être tentés de changer d'espace. La Suède, la Finlande voire le Danemark qui plus proche de l'Allemagne pourraient rejoindre la constitution d'un nouveau club. Plusieurs pays d'Europe de l'Est pourraient être tentés par l'aventure.

La Suède est en première ligne car c'est le pays le plus proche économiquement du Royaume-Uni. Un millier de filiales suédoises et 100.000 Suédois y sont installés. 66 000 emplois en Suède dépendent, plus ou moins directement, des exportations vers le Royaume-Uni.

La dévaluation de livre sterling pénalise les exportations des pays d'Europe du Nord. En outre, il y a un risque d'assèchement des investissements britanniques dans ces pays. La Ministre des Finances de Suède, Magdalena Andersson, a affirmé que son pays se positionnera en faveur d'une négociation aussi rapide que possible avec le pays sortant afin de créer un cadre favorable aux échanges. L'Allemagne n'est pas loin de penser de même.

L'effet de contagion porte sur les idées. Les responsables des pays d'Europe du Nord étaient assez en phase avec ceux du Royaume-Uni. Ils se retrouvaient sur les thèmes du libre-échange et sur l'anti-Bruxelles. Le départ des derniers affaiblit politiquement le poids de ces pays.

L'effet domino pourrait concerner des pays d'Europe de l'Est comme la Hongrie ou la Slovaquie voire la Pologne. Néanmoins, compte tenu des aides européennes reçues, un départ serait suicidaire et poserait le problème des relations avec le grand voisin russe. Les pays d'Europe de l'Est et d'Europe Centrale dépendent économiquement de l'Allemagne. Leur départ de l'Union serait donc fortement préjudiciable.

L'effet domino joue évidemment au sein de la classe politique des différents Etats membres. Les partis anti-européens représentent de 15 à 30 % des voix au sein de nombreux pays. Comme en Autriche, en Slovaquie, aux Pays-Bas ou en France, ils réclament l'organisation de référendum afin de valider l'appartenance de leur pays respectif à l'Union.

Le tableau des conséquences

	Royaume-Uni	Zone euro
Croissance	Baisse de l'investissement Baisse de la demande du fait de l'augmentation des prix des importations Augmentation des exportations du fait de la dépréciation de la livre sterling Ralentissement de la croissance : baisse d'un point de croissance d'ici la fin de l'année	Attentisme sur l'investissement Récupération d'investissements internationaux Dépréciation de l'euro favorisant les exportations hors zone euro Léger impact sur la croissance d'ici la fin de l'année
Emploi	Négatif mais situation actuelle de quasi plein emploi	Neutre à légèrement négatif en fonction des conséquences sur la croissance
Finances publiques	Suppression à terme de la contribution mais prise en charge dépenses agricoles et soutien aux secteurs touchés par les difficultés économiques	Prise en charge de la quote-part britannique par les Etats contributeurs nets
Inflation	Inflation par dépréciation de la livre	Neutre
Taux change	de -10 à -20 %	- 5 % à - 10%
Taux	Taux courts faibles plus longtemps/ Baisse des taux par la banque centrale Taux longs : écarts accrus pour les entreprises, relativement neutres pour l'Etat	Baisse des taux sur Obligations Etats par aversion aux risques et dégradation de la conjoncture économique La BCE pourrait annoncer de nouvelles mesures
Marchés actions	Négatif avec volatilité accrue	Neutre à négatif avec volatilité accrue
Immobilier	Baisse sur Londres	Augmentation dans les zones de bureau haut de gamme Baisse dans le secteur résidentiel (résidences secondaires) Sud de la France, Europe du Sud

Sources : AG2R-LM et Cercle de l'Épargne

Les Slovaques, patrons de l'Union européenne

Depuis le 1^{er} juillet, la Slovaquie préside, pour la première fois de son histoire, l'Union européenne en coordination avec les Pays-Bas et Maltes. Cette présidence intervient à un moment charnière de la construction européenne et pourrait générer quelques tensions du fait des positions du Premier Ministre slovaque, Robert Fico.

Le Premier Ministre rejette toute idée de solidarité en matière migratoire et demande une diminution des pouvoirs des autorités bruxelloises. A la fin de l'année 2015, la Slovaquie a déposé plainte devant la Cour de justice de l'UE contre la politique de quotas de la Commission.

Un petit pays aux fondamentaux économiques plutôt bons

La Slovaquie a intégré l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 et est membre de la zone euro depuis le 1^{er} janvier 2009. Le pays compte 5,4 millions d'habitants soit 1,1 % de la population de l'Union européenne. La Slovaquie représente 0,5 % du PIB de l'Union. Le PIB par habitant s'élève à 14 400 euros contre une moyenne de 28 700 euros.

Après une contraction de 4,9 % du PIB en 2009, la Slovaquie a retrouvé une forte croissance (4,4 %) dès 2010. En 2015, elle était de 3,5 % et elle pourrait se maintenir à 3,2 % en 2016. Cette croissance est en partie tirée par la reprise de la demande intérieure. La consommation des ménages est en effet confortée par une inflation nulle et par une réduction du chômage (de 14,2 % en 2013 à 11,5% en 2015).

Le déficit public a été ramené de 4,2 % du PIB en 2012, à 2,7 % en 2015. L'amélioration des rentrées fiscales, due à la reprise économique et aux bons résultats de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, a donné une certaine marge que le précédent gouvernement a utilisée pour mettre en place des mesures sociales avant les élections. La dette publique a connu en 2014 son premier recul depuis l'éclatement de la crise en 2009. Elle était passée de 28,2 % du PIB en 2008 à 54,6 % en 2013 et est revenue à 52,3 % en 2015.

L'industrie automobile, fer de lance de la Slovaquie

La Slovaquie dispose d'une forte tradition automobile avec la présence notamment de Volkswagen (Skoda) et de nombreux sous-traitants. Le groupe indien, Jaguar Land Rover, construit une usine de grande taille en Slovaquie qui est le pays qui a le ratio d'exportations de voiture par habitant le plus important de l'Union. Les difficultés du constructeur automobile Volkswagen pourraient néanmoins peser sur les exportations.

La Slovaquie peut également compter de nombreuses entreprises spécialisées dans l'électronique, la machine-outil et les transports.

Une coalition hétéroclite au pouvoir depuis le mois de mars

Le parti, du Premier Ministre, le Smer-SD (membre du parti socialiste européen) a remporté les élections législatives du 5 mars 2016 mais a cependant perdu la majorité absolue des sièges qu'il détenait depuis 2012 au conseil national (passant de 83 sièges à 49 sièges sur 150). Le Smer-SD n'a obtenu que 28,28 % des voix, contre 44,4% en 2012 peut être interprété comme un signe de défiance à l'égard du parti et de son chef de file, M. Robert Fico.

Cette défiance à l'égard du Smer-SD n'a pas profité aux partis de droite classiques, qui ont été dépassés par des partis moins traditionnels. Parmi ceux-ci, le SaS, parti ultralibéral, a attiré 12,09 % des électeurs. OL'aNO-Nova, fusion de partis conservateurs a obtenu 11,02 % des suffrages. Sme Rodina, nouveau parti qui a centré sa campagne sur la défiance à l'égard de la classe politique a fait une percée avec 6,62 % des voix. Le parti nationaliste SNS, exclu du parlement en 2012, recueille 8,64% des suffrages. Enfin, le parti néo-fasciste SNS de Marian Kotleba entre au parlement avec 8,04 % des voix.

Face à ce paysage éclaté, Robert Fico a été contraint de constituer une coalition rassemblant son parti, le Smer-SD avec le parti de centre-droit Siet', le parti de la minorité hongroise Most-Híd et le parti nationaliste SNS. Le nouveau gouvernement a élaboré un programme de coalition à l'orientation pro-européenne. Il dispose d'une majorité de 81 députés sur 150, après la défection de quelques députés, issus principalement du parti Siet'.

Les relations avec la Hongrie demeurent complexes du fait de la présence de 550 000 Hongrois dans le sud de la Slovaquie. Représentant 10 % de la population slovaque, la minorité hongroise est représentée politiquement par un seul parti qui demande une large autonomie pour les régions concernées. L'autre problème de population auquel est confronté la Slovaquie est lié aux rom. Majoritairement installée dans la moitié est du pays, la communauté rom est estimée entre 7,5 % et 10 % de la population, soit environ 400 000 personnes. La Slovaquie est souvent accusée par les ONG et par les institutions internationales de maltraiter les rom.

LE COIN DES TENDANCES

Les ménages prêts pour la révolution digitale ?

En 2015, plus de 80 % des habitants des économies avancées ont accès à Internet à haut débit. Par ailleurs, les ventes de smartphones ont dépassé celles des téléphones mobiles traditionnels. Au sein des pays de l'OCDE, le marché est en voie de saturation conduisant à une stagnation des ventes. Au niveau mondial, 43 % de la population mondiale accédaient régulièrement à Internet, tandis que 4 milliards de personnes ne le pouvaient. Le prochain milliard de personnes à accéder à l'Internet se connectera probablement par le biais de dispositifs mobiles. Le Danemark, l'Islande et la Norvège affichent les taux de connectivité les plus élevés – plus de 95 % de leur population adulte.

Les pays de l'OCDE affichent en moyenne 28,8 abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants, avec des moyennes nationales qui s'échelonnent entre 11,2 % au Mexique et 50,5 % en Suisse. On compte en moyenne 85,5 abonnements au haut débit mobile pour 100 habitants dans les pays de l'OCDE, avec des chiffres allant de 34,4 % en Hongrie à 138,8 % en Finlande. Dans les pays de l'OCDE, la part de la fibre dans les abonnements au haut débit fixe s'élève à 17,9 %, contre 31,5 % pour le câble et 47,6 % pour la technologie DSL. La part de la fibre dans le total des abonnements au haut débit va de 0,2 % en Grèce à 72,6% au Japon.

L'équipement de masse en smartphone modifie en profondeur les modes de promotion et de distribution des biens et services. Ils permettent la multiplication des opérations commerciales et financières en ligne. Le recours au quotidien aux plateformes de services comme l'auto-partage ou la location de logements est intimement lié à la diffusion des smartphones au sein de la population. Le paiement en ligne sans support matériel est la nouvelle frontière à franchir.

Des progrès à réaliser dans le monde de l'entreprise

En 2014, près de 95 % des entreprises des pays de l'OCDE avaient accès au haut-débit, 76 % disposaient d'un site web et 50 % pratiquaient le commerce électronique. Parmi les entreprises de plus de 250 salariés, 40 % avaient recours au Cloud computing, contre moins de 30 % des PME. Plusieurs études de l'OCDE prouvent que le recours aux techniques avancées de gestion de l'information permet des gains de productivité. Elles montrent notamment que les entreprises qui exploitent et analysent les données collectées notamment à partir des capteurs placés sur les équipements peuvent accroître la productivité de la main-d'œuvre de 5 à 10 %.

L'OCDE souligne que trop peu d'entreprises utilisent des outils de gestion automatisée de la chaîne logistique. Les coûts d'accès aux infrastructures numériques et aux données, et les inquiétudes soulevées par les risques de sécurité ainsi que la protection de la vie privée sont autant de freins à l'investissement.

Au cours de la période 2001-13, les investissements des pays de l'OCDE dans les TIC, notamment les dépenses d'infrastructure, les investissements dans les installations de transmission et les dépenses logicielles des entreprises, ont chuté de 3,4 % à 2,7 % du PIB (passant de 14,8 % à 13,5 % de l'investissement total). Les études menées par l'OCDE au niveau des entreprises révèlent que, pour porter leurs fruits, les dépenses en TIC doivent s'accompagner d'investissements dans le développement des compétences ainsi que de dépenses connexes visant à intégrer les technologies numériques avancées aux modèles économiques et aux processus d'entreprise.

L'OCDE constatent que les Etats membres ne coopèrent que faiblement pour élaborer leur stratégie numérique Or une coordination accrue faciliterait la prise en charge de problématiques épineuses – sécurité, protection de la vie privée, obstacles réglementaires – qui brident l'essor des plateformes mettant en relation les particuliers ou des services tels que la télémédecine.

Selon le rapport « One Internet » de la Commission mondiale sur la gouvernance de l'Internet (GCIG), Internet, s'il est accessible et ouvert, générerait des revenus annuels de plusieurs milliers de milliards de dollars. En revanche, un Internet fragmenté pèserait sur l'investissement, les échanges et le PIB en entravant la libre expression et l'accès à la connaissance.

Investir dans l'éducation n'est pas la plus mauvaise des idées

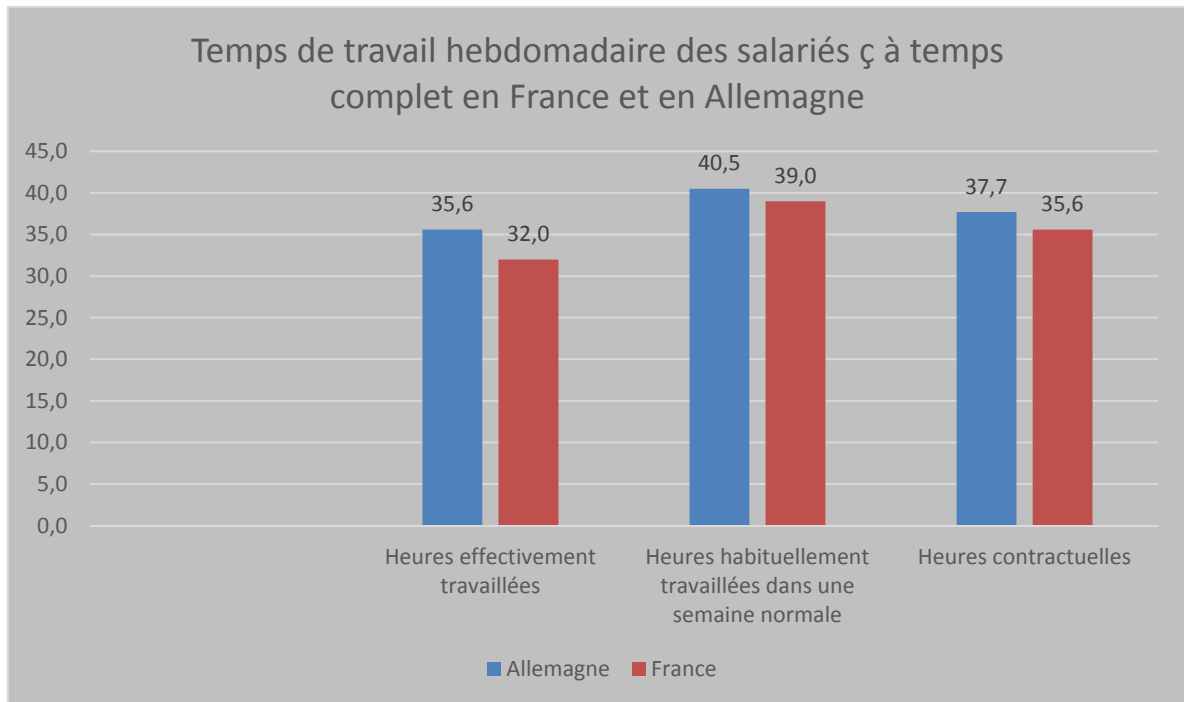
La croissance, c'est une combinaison de travail, de capital et de progrès technique. Au-delà des composantes traditionnelles, la science économique, depuis des années, souligne l'importance de l'éducation afin de favoriser l'innovation et la diffusion des techniques. L'éducation permet l'ascension sociale et une plus grande homogénéité de la population ce qui est également favorable à la croissance.

Depuis le milieu des années 80, l'éducation est étudiée par les macro-économistes pour identifier son impact sur le progrès économique. Ainsi, en 2011, Hanushek et Woelßmann ont modélisé la relation entre le taux moyen de croissance et des mesures composites de qualité du capital humain. Appliqué à la France, ce modèle permet d'estimer l'effet sur la croissance d'une amélioration des résultats de son niveau d'éducation mesuré par les tests PISA de l'OCDE à travers deux scénarios. Le premier permettrait à la France de rejoindre le niveau PISA de l'Allemagne, le second celui de la Corée du Sud, qui, dans ce classement mondial, atteint les meilleurs scores. La croissance du PIB pourrait être accrue de respectivement 0,12 et 0,28 point par an d'ici 2050 et de 0,37 et 0,83 point par an entre 2050 et 2075. L'impact est cumulatif à travers une diffusion des connaissances et des process de générations en générations. Selon les travaux des économistes, une année d'étude supplémentaire, accroît, en moyenne, les salaires de 5 % à 20 %.

Ces évaluations supposent que des réformes soient mises en œuvre pour améliorer l'efficacité du système éducatif. Le facteur clef pour une augmentation du niveau est la réduction des inégalités. Ainsi, en France, l'écart moyen de performance entre le quart des élèves les plus défavorisés et le quart des plus favorisés représente 24 % de la moyenne nationale, révélant le poids des inégalités sociales et économiques sur les performances des élèves. En Allemagne, cet écart est de 16 %, en Corée du Sud, il est de 5 %. Il apparaît donc possible d'améliorer les scores PISA et d'atteindre les résultats de l'Allemagne et de la Corée du Sud tout en réduisant les inégalités scolaires d'origine sociale. Un effort sur le nombre d'élèves par classe et sur les méthodes d'enseignement pourrait générer une réelle amélioration tout comme une meilleure orientation post-bac afin de réduire le taux d'échec durant les études supérieures.

LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

France, Allemagne, qui travaille le plus !



AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 4 juillet

Aux **Etats-Unis**, la **Journée de l'Indépendance**.

En **Espagne**, il faudra regarder **l'évolution du chômage** pour le mois de juin.

Pour la **zone euro**, **l'indicateur Sentix-Confiance des investisseurs** pour le mois de juillet.

Pour le **Royaume-Uni**, **l'indice PMI construction** du mois de juin sera communiqué

Pour la **zone euro**, sera rendu public **l'indice des prix à la production** du mois de mai.

Mardi 5 juillet

L'indice PMI des services de juin sera publié pour **la Chine, l'Espagne, l'Italie, la France, l'Allemagne, la zone euro, le Royaume-Uni et pour les Etats-Unis**.

L'indice PMI composite de juin sera rendu public pour **la France, l'Allemagne, la zone euro et pour les Etats-Unis**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra **regarder l'indice d'optimisme économique IBD/TIPP** de juillet.

Mercredi 6 juillet

En **Allemagne**, il faudra suivre **les résultats des commandes d'usine** de mai.

En **France**, seront communiqués **les résultats de la balance commerciale et l'exécution du budget** pour le mois de mai.

La BCE se réunit mais n'abordera pas la question des taux.

Aux **Etats-Unis**, **la balance commerciale** de mai sera communiquée. **L'indice ISM-non manufacturier** pour le mois de juin sera également rendu public.

Au **Japon**, sera publiée **la balance commerciale** de mai

Jeudi 7 juillet

En **Allemagne**, il faudra suivre **le résultat de la production industrielle** du mois de mai.

En **France**, sera également publiée **la production industrielle** du mois de mai tout comme au **Royaume-Uni**.

Vendredi 8 juillet

La **Banque de France** communiquera **ses indicateurs de conjoncture** pour le 2^{ème} trimestre (3^{ème} évaluation).

En **Allemagne**, sera communiqué **le résultat de la balance commerciale** de mai.

Au **Royaume-Uni**, sera publié **le résultat de la balance commerciale** de mai.

A **Varsovie**, l'**OTAN** se réunit en sommet (également samedi 9 juillet).

Aux **Etats-Unis**, seront très attendus **les résultats de l'emploi du mois de juin (taux de chômage) ainsi que l'évolution du revenu horaire moyen**.

Toujours aux **Etats-Unis**, sera également communiquée **la variation du crédit à la consommation**.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour tout contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC